

## APPEL DU BUREAU NATIONAL DU SNESUP DU 6 SEPTEMBRE 2011

La rentrée universitaire s'ouvre dans des conditions déplorables pour les personnels et les étudiants. La succession des attaques contre le service public d'enseignement supérieur et de recherche (LRU, passage aux RCE, pulvérisation de la formation des enseignants dans les UFR et les IUFM, fragilisation des IUT...) remet en cause ce qui fonde la richesse de l'université. Du temps pour effectuer librement les missions d'enseignement et de recherche, des carrières revalorisées garantissant le niveau de rémunération indiciaire et l'amélioration des déroulements de carrière, la suppression de la précarité, des conditions de travail renouvelées... Ces revendications, puissamment exprimées dans la rue en 2009, doivent être entendues. Les contre-vérités gouvernementales ne sauraient masquer la réalité de l'état de notre système d'enseignement supérieur et de recherche.

La crise et les instabilités géopolitiques internationales secouent l'ensemble du globe, Le gouvernement Sarkozy est l'un des promoteurs de la course à l'austérité dans laquelle s'enfonce l'Europe sous couvert de « rassurer » les marchés. Chaque jour égrène son lot de mesures, injustes et économiquement inefficaces, génératrices de chômage, de précarité ou de pression salariale, au détriment des services publics et des solidarités... A aucun moment ne sont envisagées des mesures pour l'emploi, les salaires, une fiscalité plus juste et progressive qui contribuerait à alimenter les recettes et rééquilibrerait les comptes publics.

D'autres choix sont possibles pour mettre un terme à la sape des solidarités et revenir sur la destruction de l'emploi public considéré comme variable d'ajustement, notamment dans l'Education (près de 70000 suppressions en quatre ans, pulvérisation de la formation des enseignants). La « mise à contribution des haut revenus » (200 M€) annoncée par le premier ministre au seuil de l'été ne représente qu'une part symbolique des 11 à 12 milliards d'impôts et taxes supplémentaires introduits sous couvert de réduire le déficit et qui pèsent pour l'essentiel sur l'ensemble des ménages. Le gouvernement s'obstine à maintenir une des niches les plus importantes, le crédit impôt recherche (5 Md d'€), qui correspond essentiellement à un effet d'aubaine pour les plus grosses entreprises et dont l'efficacité peu probante a été

soulignée par de nombreux rapports institutionnels, contrairement à ce que laisse entendre le pouvoir en place.

Dès maintenant, les enjeux pour l'enseignement supérieur et la recherche nécessitent l'engagement de tous. Les campagnes pour les élections au CNU, aux CT, CAPN... et la préparation des scrutins pour les conseils d'établissement doivent mobiliser l'ensemble du SNESUP. La restructuration de l'enseignement supérieur (fusion d'établissements, création de « grands établissements » dérogatoires...) est accélérée par le Grand Emprunt et le mécanisme de substitution de financements publics votés par le parlement par des ressources extra-budgétaires, pilotées autoritairement par le gouvernement, permettant de réduire d'autant les dépenses publiques.

Publié pendant l'été par un ministre toujours plus enclin à privilégier le secteur privé (passeport logement étudiant, investissement des CCI et des entreprises dans l'enseignement supérieur...), le nouvel arrêté licence aggrave la concurrence entre établissements et réduit le rôle de l'université à celui de prestataire au service d'employeurs. Ce texte privilégie la reconnaissance de compétences spécifiques à la reconnaissance de la qualification conférée par le diplôme. Il officialiserait une refonte de la licence à coût constant qui engagerait la réduction drastique de l'offre de formation, affaiblirait des contenus morcelés et imposerait une conception purement comptable de l'évaluation des connaissances. La refonte de la licence s'inscrit dans une logique qui vise à sélectionner à l'entrée du master.

Démocratiser l'enseignement supérieur comme l'ensemble du système éducatif est un horizon à redessiner, tant pour son objectif humaniste de faire accéder le plus grand nombre au savoir que pour les besoins de la société. Le SNESUP, rejetant l'élitisme et les déterminismes sociaux, est porteur de propositions pour le cycle licence pour élever le niveau de qualification et élargir le vivier bénéficiant de la richesse des formations de l'université et des diplômes qu'elle délivre (DUT, licence et licence pro, master ...). A nous de les faire connaître !

Adopté à l'unanimité moins 1 abstention

Le Bureau National du SNESUP, dans la mise en perspective de mobilisations dans l'enseignement supérieur, appelle à :

- participer à l'Assemblée Générale des directeurs d'unités de recherche et membres du comité national qui se tiendra le jeudi 8 septembre 2011 à l'université Paris VI ;
- s'associer, sur nos revendications, à la journée de grève et de mobilisation des personnels de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole public le mardi 27 septembre prochain ;
- faire une réussite de la journée nationale d'action interprofessionnelle le mardi 11 octobre 2011 ;
- alerter largement les collègues sur les effets dangereux de l'arrêté licence (fin du cadrage national, dévalorisation du diplôme, sélection à l'entrée du master, fermeture de filières), fédérer l'opposition de la communauté universitaire (pétition...), bâtir les mobilisations pour contrer sa mise en œuvre et revendiquer un tout autre cadre ;
- assurer la défense des collègues en situation précaire dont l'emploi est menacé par anticipation de la mise en œuvre du protocole ANT ;
- faire campagne pour les scrutins au CNU, aux CT, aux CAPA, aux CAPN, aux CCP-ANT.